

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT-BAE n° 2025-686

**portant autorisation de changement d'exploitant
et portant prorogation de mise en service
des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles
dans des entrepôts couverts**

MGV CASTETS SAS – Commune de Castets

Le Préfet,

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles R. 512-68, R. 512-74 et R. 515-109,
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements,
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, Préfet des Landes,
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- Vu** l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2023-37 du 24 février 2023 portant enregistrement pour l'exploitation de l'installation ATHENA Conseils en application de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement pour les activités d'entrepôt couvert de stockage « en blanc » exploitées à Castets,
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2025-52-SG du 9 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, Secrétaire Générale de la préfecture des Landes,
- Vu** la déclaration de changement d'exploitant du 12 novembre 2025 mentionnant que la société MGV CASTETS SAS, dont le siège social est à PARIS (75008), 87 Boulevard Haussmann, identifiée au registre du commerce de PARIS sous le numéro 917 983 629 (SIREN), succède à la société ATHENA CONSEILS, dont le siège social est à Boulogne-Billancourt (92100) – 121 rue d'Aguesseau, au profit de l'autorisation d'exploiter les installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts,
- Vu** la demande de prorogation du délai de mise en service des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts au titre de la rubrique 1510, autorisées par l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2023-37 du 24 février 2023 susvisé, effectuée par la MGV CASTETS SAS par courrier en date 12 novembre 2025,
- Considérant** que tout changement d'exploitant d'une installation soumise à enregistrement au titre de l'article L. 512-7 du Code de l'environnement doit être déclaré au Préfet,
- Considérant** que, pour des raisons indépendantes de sa volonté, la MGV CASTETS SAS ne peut pas achever la construction d'un entrepôt logistique (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts) dans le délai de trois ans,
- Considérant** que les dispositions de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement prévoient la possibilité de proroger le délai de caducité de trois ans de l'enregistrement sur demande justifiée,

- Considérant** que les contraintes évoquées par l'exploitant dans son courrier du 12 novembre 2025 susvisé sont de nature à justifier la prorogation du délai de mise en service sollicité au travers de ce même courrier,
- Considérant** qu'il peut être réservé une suite favorable à la demande de prorogation de 2 ans supplémentaires, soit jusqu'au 23 février 2028, exprimée par la société MGV CASTETS SAS,
- Considérant** que le délai supplémentaire demandé par l'exploitant n'est pas de nature à apporter des changements substantiels de circonstances de fait et de droit,
- Considérant** que l'exploitant a indiqué par courrier électronique en date du 15 décembre 2025 n'avoir aucune observation à formuler après avoir pris connaissance du projet d'arrêté préfectoral complémentaire,
- Sur** proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Transfert de l'autorisation

La société MGV CASTETS SAS, dont le siège social est situé au 87 Boulevard Haussmann - 75008 PARIS, est autorisée à se substituer à la société ATHENA CONSEILS pour exploiter des installations de stockage de matières, produits ou substances combustibles dans un entrepôt couvert situé rue de Lesté sur la commune de Castets (40260) et autorisé par l'arrêté préfectoral du 24 février 2023 susvisé.

Article 2 – Autres dispositions

Les dispositions de l'arrêté préfectoral DCPAT-BDLIT n° 2023-37 du 24 février 2023 sont applicables à la société MGV CASTETS SAS pour les installations visées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3 – Validité de l'arrêté

La durée de validité de l'arrêté préfectoral d'enregistrement DCPAT-BDLIT n° 2023-37 du 24 février 2023 susvisé est prorogée pour une durée de deux ans, soit jusqu'au 23 février 2028.

Article 4 – Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Castets et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Castets pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Castets,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 – Exécution

La Secrétaire Générale de la préfecture des Landes, le Sous-Préfet de Dax, le Maire de Castets, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MGV CASTETS SAS.

Mont-de-Marsan, le 31 DEC. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noullobos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr :

- 1° par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).